
Le système de cotation de la Banque de France

Un outil au service de l'économie

Claire Mangin
San Remo
17 octobre 2014

La cotation FIBEN : à qui est-elle destinée ?

- La cotation d'une entreprise a un caractère confidentiel
- Elle est pour l'essentiel destinée :
 - aux entreprises elles-mêmes (information *gratuite* fournie par la BDF);
 - aux banquiers (consultation *payante* via FIBEN)
- Depuis la loi de régulation bancaire et financière (22 octobre 2010), les assureurs-crédit peuvent accéder, sous certaines conditions spécifiques, aux données diffusées dans FIBEN, y compris à la cotation

La cotation ≠ notation

– L'activité de cotation :

- ne concerne ***pas la notation des produits structurés*** mais exclusivement les entreprises (non financières) et résidentes ;
- ne concerne pas que les entreprises cotées sur un ***marché financier*** mais 280 000 entreprises résidentes (seuil de CA : 750 k€)
- n'est pas ***rémunérée par l'émetteur*** ou par l'emprunteur mais par les *banques clientes* : absence de conflits d'intérêts ;
- ***n'est pas rendue publique*** puisqu'elle concerne *exclusivement* la communauté bancaire, d'où une absence d'impact sur l'évolution des cours de marché ;
- est effectuée à « ***dire d'expert*** »

Une évaluation destinée à l'entreprise cotée et aux banques

- **Une évaluation du risque de crédit destinée à l'entreprise cotée et aux établissements de crédit**
- une appréciation portée sur la capacité d'une entreprise à **honorer ses engagements financiers** à un **horizon de trois ans**.
- composée d'une **cote d'activité** représentative du niveau d'activité de l'entreprise et d'une **cote de crédit** qui situe l'entreprise sur une échelle de risque de crédit à treize positions.

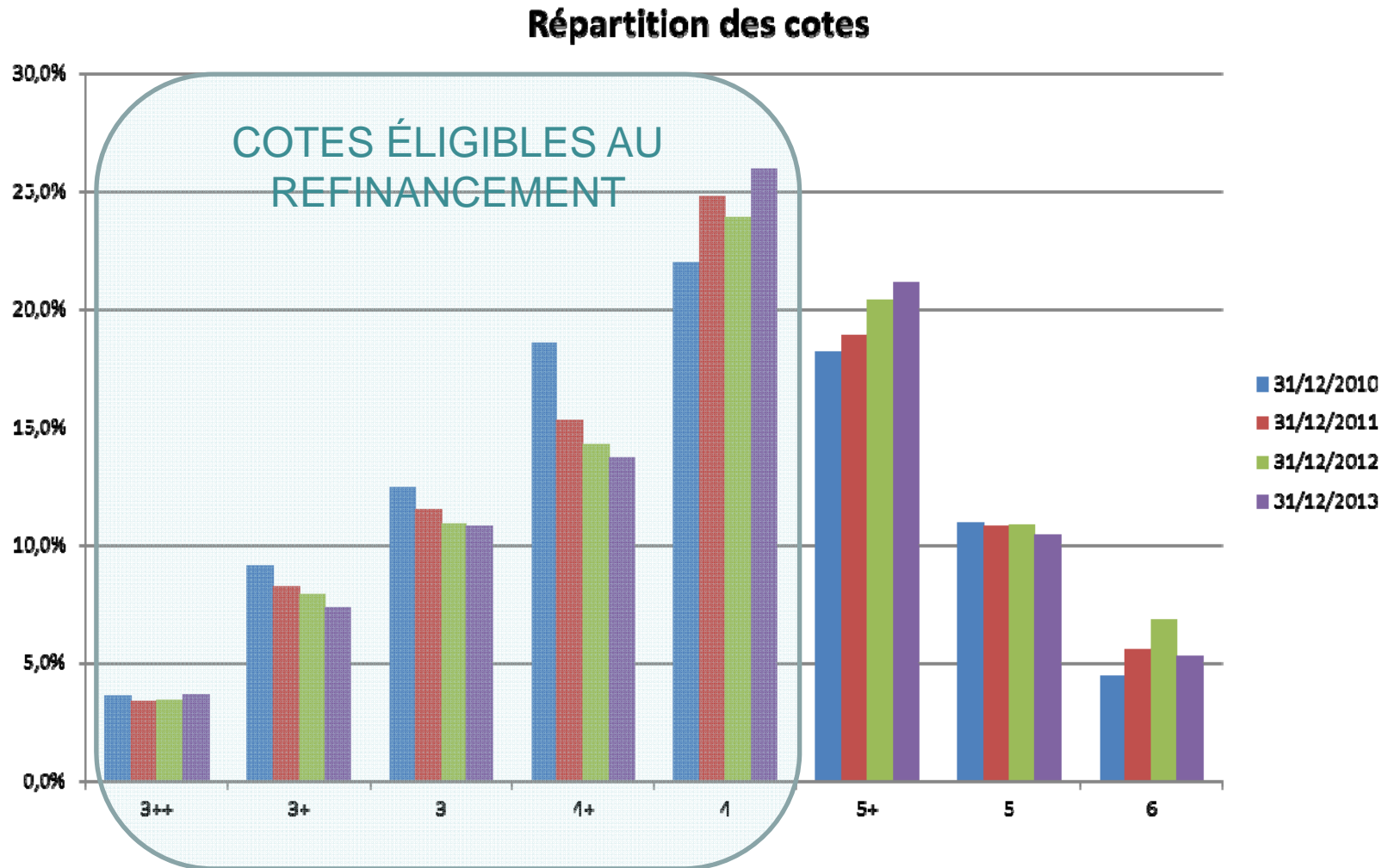
La cotation FIBEN : son utilité pour maîtriser le risque de crédit

**En juin 2007, la Banque de France a été reconnue comme OEEC
(Organisme Externe d'Évaluation de Crédit)**

- Cette reconnaissance permet aux banques d'utiliser l'échelle de notation BDF à des fins de détermination de leurs besoins en fonds propres réglementaires ;
- Une robustesse contrôlée : taux de défaut cible à 3 ans pour chaque cote :

Horizon 3 ans	AAA	AA	A	BBB	BB	< BB
Raccordement Cote BDF	3++ à 3+		3	4+	4 et 5+	≥ 5
Pondération Approche Standard	20 %		50%	100%		150%
Taux cible (moyenne long terme des taux à 3 ans)	0,10%		0,25%	1,00%	7,50%	20,00%

Un rôle important dans le refinancement des banques auprès de l'Eurosystème



Un rôle important dans le refinancement des banques auprès de l'Eurosystème

- **Gisement de collatéral éligible:**
- **Les banques qui ont recours à la cotation pour mobiliser leurs créances bénéficient d'un profond gisement de collatéral éligible**
- **Plus largement, la France se distingue par la part significative des créances privées remises en garantie par les banques françaises lors des opérations de refinancement monétaire:**
 - en 2013, environ 36 % du total du collatéral déposé par les banques françaises étaient constitués par des créances privées éligibles dans le cadre pérenne.
 - Comparativement, au niveau Eurosystème, les actifs non négociables essentiellement constitués des créances privées et des dépôts à terme ont représenté en moyenne 25 % du total des actifs remis en garantie en 2013.

La cotation FIBEN : son utilité pour la mise en œuvre de la politique monétaire

- **La sélection de garanties pour les opérations de refinancement des banques au sein de l'Eurosystème : quid du positionnement de la France ?**
 - *D'autres Banques centrales européennes mènent ce type d'activité : Bundesbank, Banques centrales d'Autriche, de Belgique, d'Italie, d'Espagne et de Slovénie*
 - *Comme la Banque de France, elles le font dans le cadre du statut d'ICAS –Inhouse Credit Assessment System- qui encadre les conditions d'attribution des cotations par les Banques Centrales Nationales au sein de l'Eurosystème*
 - *Mais la Banque de France est celle qui le fait sur la plus grande échelle (280 000 entreprises, contre 32 000 en Slovénie, 30 000 en Allemagne, 10 000 en Autriche, 3 000 en Italie, 130 en Belgique et 100 en Espagne).*

Une évaluation destinée à l'entreprise cotée et aux banques

- **Deux régimes de cotation distincts:**
- **Cotation à dire d'expert :**
 - Concerne près de 270 000 entreprises (et près de 4 700 groupes étudiés sur la base de leurs comptes consolidés).
 - entreprises avec un niveau d'activité > 750 K€ et siège social en France
 - analyse sur la base de la documentation comptable
 - possibilité d'être cotée sur l'ensemble des positions de l'échelle de cotation
- **Cotation sur éléments extra-comptables:**
 - Concerne les autres entreprises non financières dont la documentation comptable n'est pas collectée
 - Cotation reflétant les informations recueillies auprès notamment des greffes et de la Centrale des Incidents de paiement effets, en dehors de toute analyse financière des comptes.
 - En l'absence d'information défavorable, la cote de crédit 0 est attribué par convention.

Au total, près de 7 millions d'entreprises non financières reçoivent une cote Banque de France

La grille de lecture de la cotation : les cotes d'activité

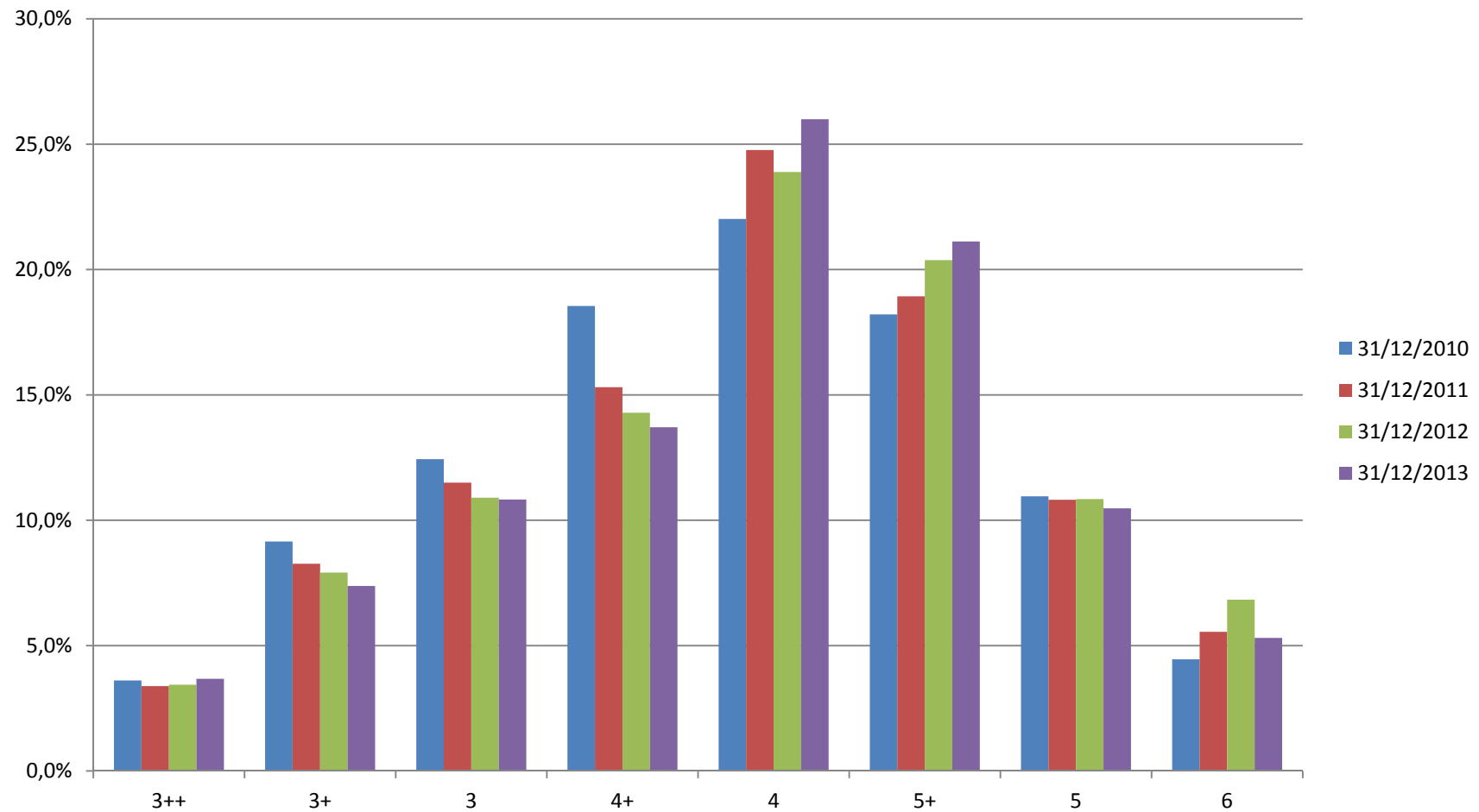
- **la cote d'activité** est attribuée en fonction du niveau d'activité d'une entreprise mesuré par son chiffre d'affaires ou son volume d'affaires. Elle traduit son poids économique (qui peut-être fonction de son chiffre d'affaires mais aussi du niveau de ses risques ou de la nature de son activité...).
- **A** : le niveau d'activité est égal ou supérieur à **750 M€**
- **B** : il est égal ou supérieur à 150 M€ mais inférieur à 750 M€
- **C** : d° 50 M€ à 150 M€
- **D** : d° 30 M€ à 50 M€
- **E** : d° 15 M€ à 30 M€
- **F** : d° 7,5 M€ à 15 M€
- **G** : d° 1,5 M€ à 7,5 M€
- **H** : d° **0,75 M€ à 1,5 M€**
- **J** : d° 0,50 M€ à 0,75 M€
- **K** : d° 0,25 M€ à 0,50 M€
- **L** : d° 0,10 M€ à 0,25 M€
- **M** : le niveau d'activité est inférieur à 0,10 M€.
- **N** : le niveau d'activité est non significatif
- **X** : le niveau d'activité est inconnu ou trop ancien

La grille de lecture de la cotation : les cotes de crédit

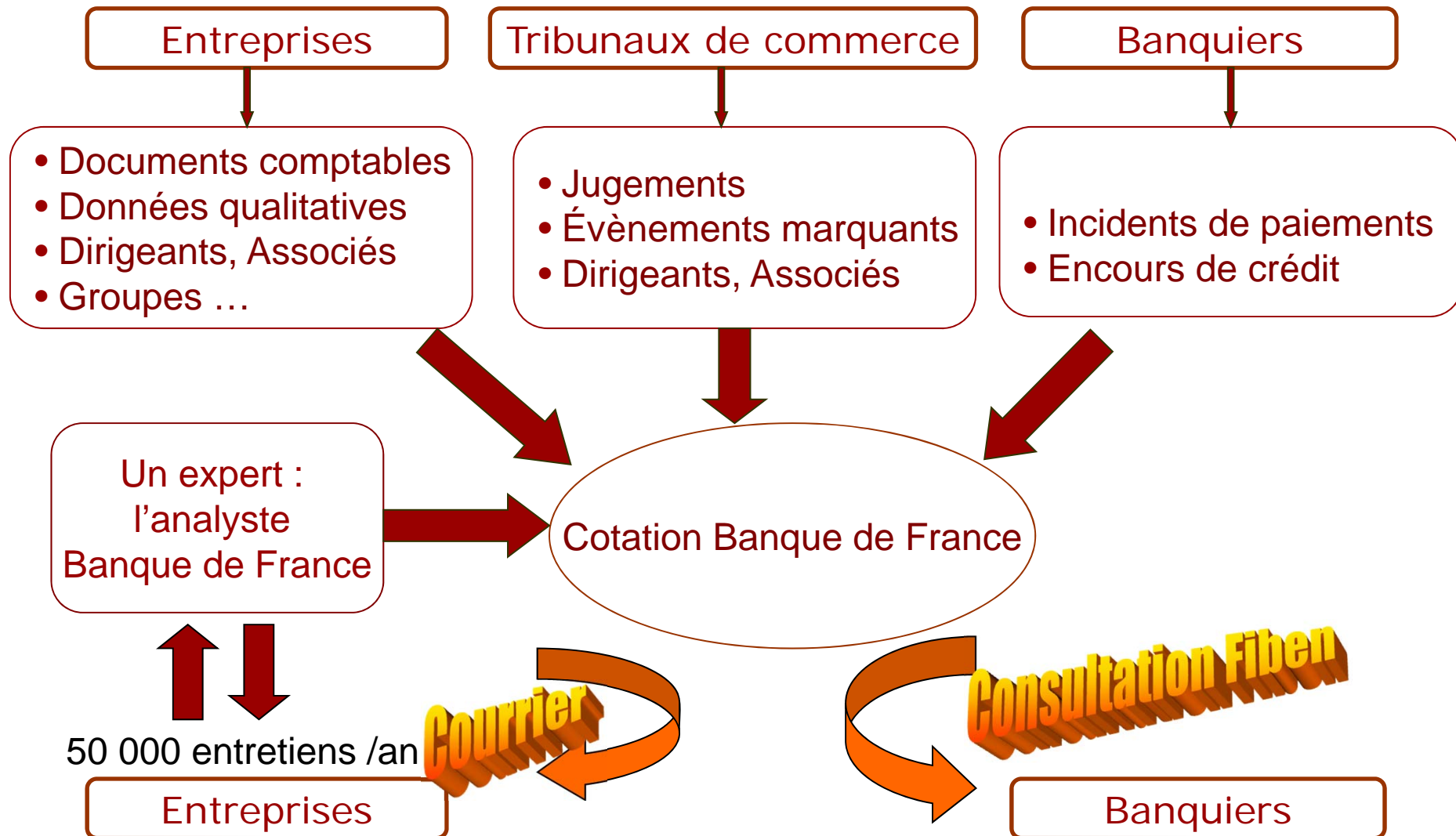
- **La capacité de l'entreprise à honorer ses engagements est :**
 - excellente : 3++ accès au refinancement Eurosysteme
 - très forte : 3+ accès au refinancement Eurosysteme
 - forte : 3 accès au refinancement Eurosysteme
 - assez forte : 4+ accès au refinancement Eurosysteme
 - acceptable : 4 (cote temporairement éligible)
 - assez faible : 5+
 - faible : 5
 - très faible : 6
 - à surveiller : 7 déclaration d'au moins un incident de paiement
 - menacée : 8 des paiements irréguliers
 - Compromise : 9 les incidents déclarés dénotant une trésorerie très obérée
- **Positions spécifiques :**
 - entreprise en procédure judiciaire : P
 - la BDF n'a recueilli aucune information défavorable et ne possède pas de documentation comptable récente : 0

La répartition des cotations

Répartition des cotes



La cotation FIBEN : schéma de synthèse



Notre processus de collecte des bilans

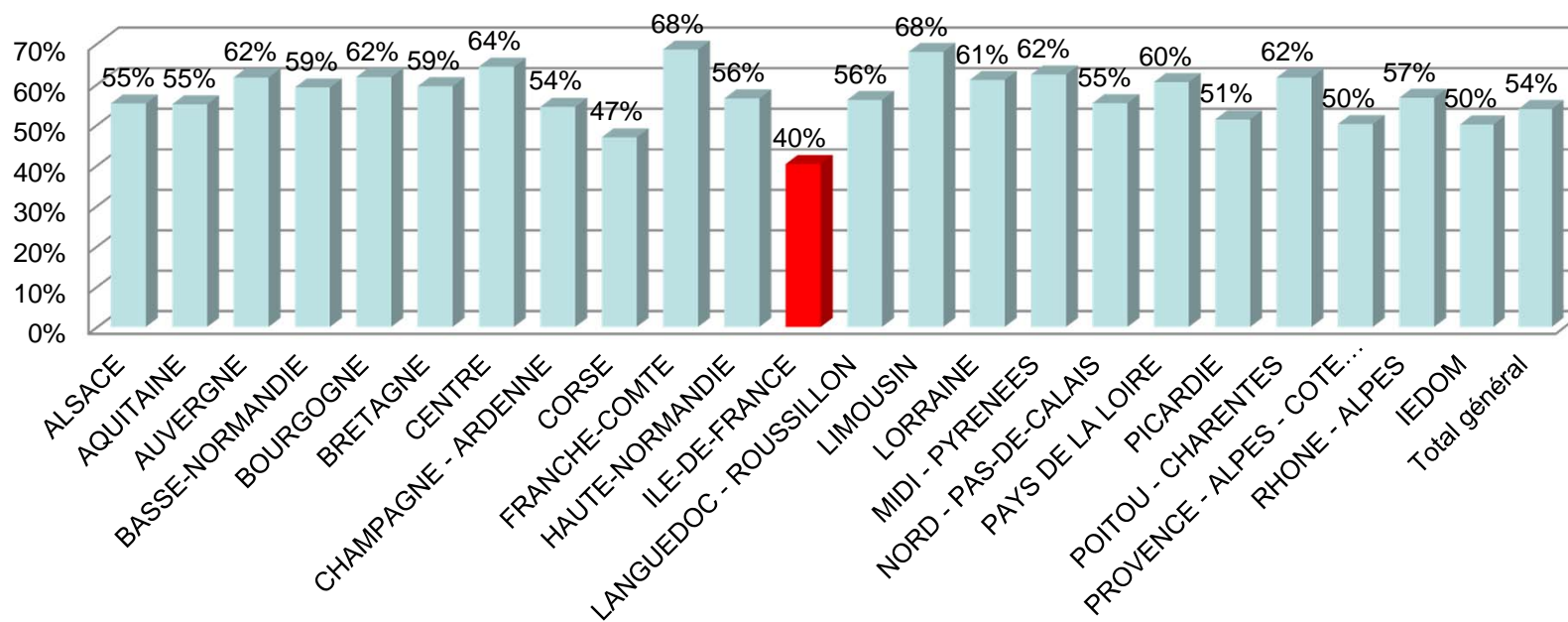
BilanDirect-FIBEN : www.bilandirect-fiben.fr

- La DGFIP a rendu la télétransmission des liasses fiscales obligatoire en 2013.
- La Banque de France propose également un service de télétransmission des bilans.
- BilanDirect-Fiben, opérationnel depuis 2010, est un service :
 - sans coût supplémentaire pour les entreprises qui télédéclarent ;
 - et permettant un gain de temps appréciable à tous les acteurs impliqués dans la dématérialisation des liasses fiscales.

Évolution des campagnes 2010-2013

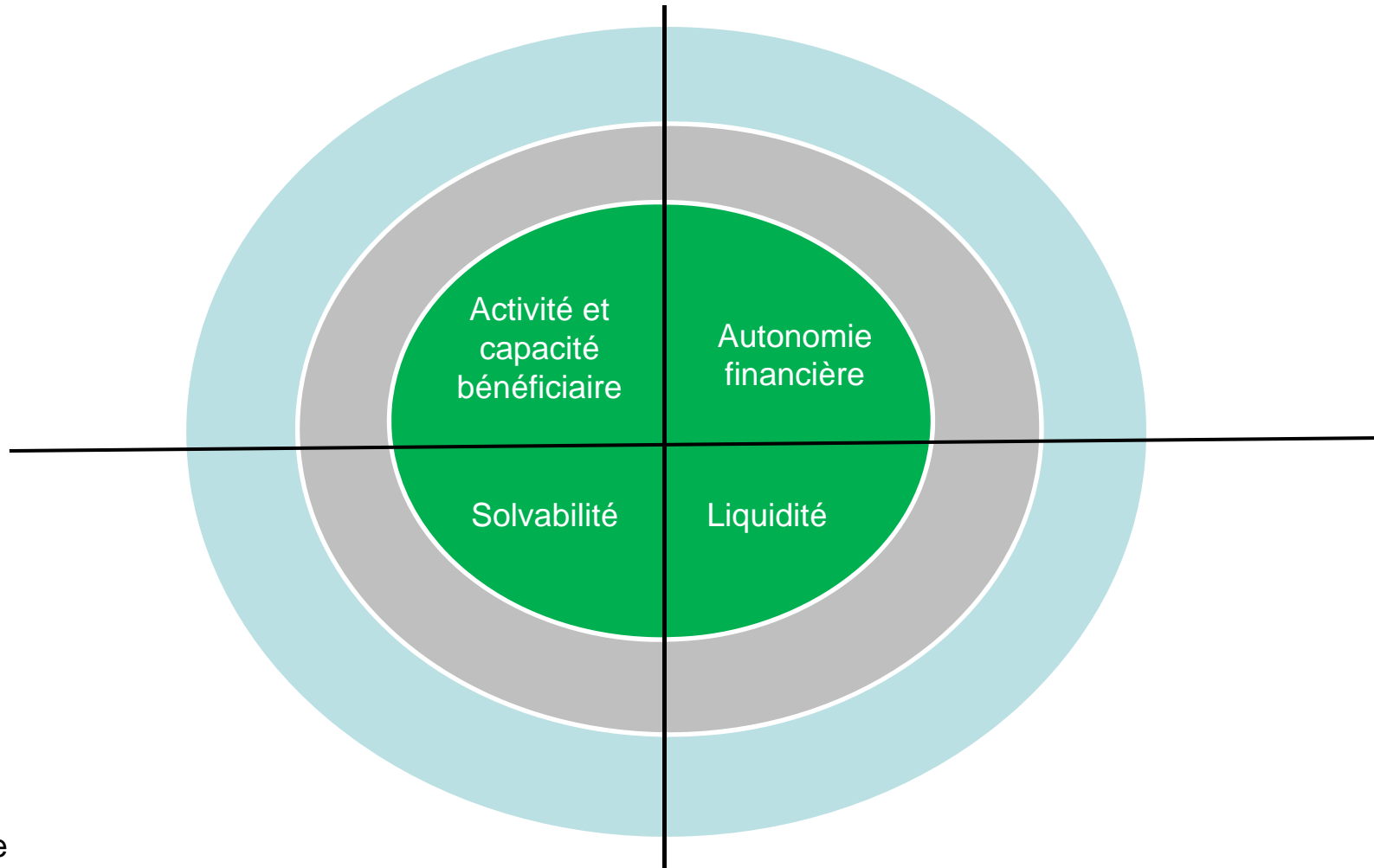
	2010	2011	2012	2013
Bilans intégrés par la BDF dans Fiben	320.000	342.200	354.900	314.906
Bilans reçus par télétransmission EDI-TDFC	37.280	86.700	136.360	169.577
% de bilans reçus par télétransmission	12%	25%	38%	54%

Taux de télétransmission par région
Campagne 2013



Une démarche globale d'évaluation à travers le cycle:

fondée sur une gamme complète d'axes d'analyse : activité et capacité bénéficiaire (rentabilité), structure financière (solvabilité), autonomie financière, liquidité



Légende

(vert) analyse des documents comptables de l'exercice

(gris) analyse financière pluriannuelle

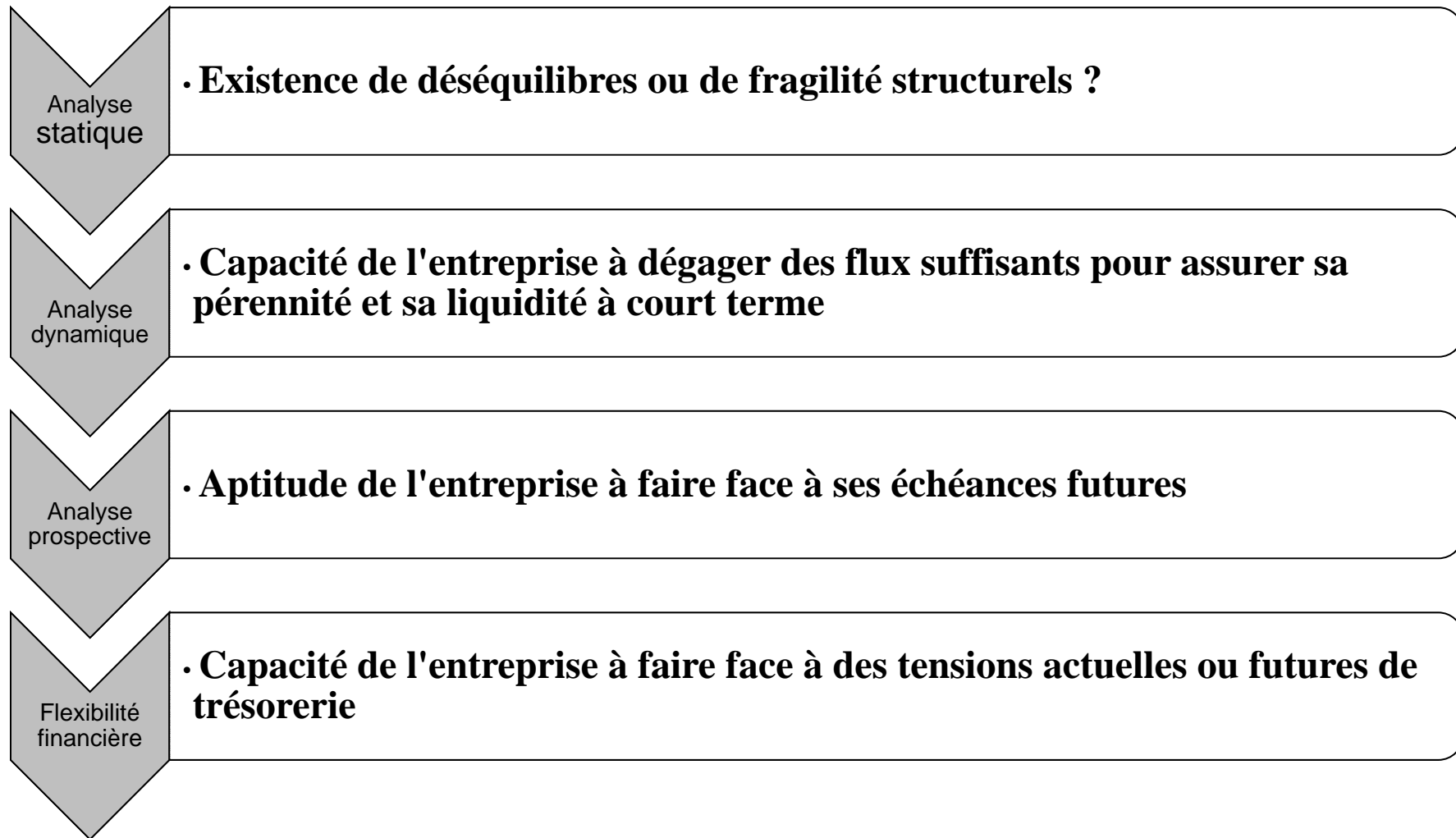
(bleu) analyse qualitative et prévisionnelle

Les améliorations récentes méthodologiques

Une prise en compte accrue de la liquidité

- Enjeux:
 - Mieux répondre à l'enjeu (croissant dans un contexte de crise) pour les entreprises d'une bonne gestion de leur trésorerie et pour les banques de s'assurer du bon remboursement de leurs créances
 - Leçons tirées des défaillances observées, souvent induites par un manque de liquidité ou un déficit de flexibilité financière

Une démarche d'analyse mieux encadrée reposant désormais sur 4 phases :



Les améliorations récentes méthodologiques

Un cadre de cotation remodelé des filiales intégrées dans un périmètre de consolidation

- Enjeux:
 - Mieux refléter le lien direct entre la cotation du groupe et celle de ses filiales.
 - Clarifier la démarche de cotation des filiales auprès des utilisateurs de la cotation
 - ... sans remettre en cause le système de cotation existant et sans altérer ses performances

Les améliorations récentes méthodologiques

- Des règles modifiées en ligne avec les principes de cotation :
 - **Principe général**: attribution de la cote du groupe,
 - **Maintien de la primauté des éléments extra-comptables** sur la cote de groupe, mais ceux-ci sont principalement circonscrits à la perte de plus de la moitié du capital social.
 - **Attribution possible d'une cote autonome**, essentiellement justifiée par des éléments de fragilité au niveau de la filiale qui remettent en cause le soutien du groupe

La cotation FIBEN : des améliorations récentes

- Au total, des perfectionnements qui :
 - réaffirment le principe de la cotation à dire d'expert, pluriannuelle, sans indicateur-couperet
 - portent une attention accrue aux éléments d'information collectés auprès des entreprises pour mener pleinement une double analyse financière et qualitative
 - prennent en compte les perspectives de l'entreprise

Plus que jamais, la cotation Banque de France est une démarche globale d'évaluation à travers le cycle.

Une cotation stable & robuste

- Stabilité des cotations:

Matrice de transition à l'horizon d'un an des entreprises cotées au 1^{er} janvier 2013

source: « Cotation Banque de France, une évaluation des performances » (avril 2014)

		Au 31/12/2013											Total 3++ à P	Nb de sorties	Nombre total	
		3++	3+	3	4+	4	5+	5	6	7	8	9				P
Au 01/01/2013	3++	77,6%	14,2%	4,4%	1,6%	1,3%	0,7%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	9 247	353	9 600
	3+	9,2%	64,7%	15,8%	5,8%	3,4%	0,8%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	21 204	873	22 077
	3	0,6%	11,2%	60,6%	17,2%	8,4%	1,4%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	29 035	1 401	30 436
	4+	0,2%	1,3%	14,1%	53,0%	25,5%	4,6%	0,9%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	37 263	2 572	39 835
	4	0,1%	0,2%	1,4%	11,6%	65,0%	15,9%	4,2%	0,6%	0,5%	0,2%	0,0%	0,2%	58 546	7 677	66 223
	5+	0,1%	0,2%	0,4%	1,2%	15,5%	63,6%	14,0%	3,0%	0,9%	0,6%	0,0%	0,6%	43 956	12 364	56 320
	5	0,1%	0,2%	0,2%	0,5%	5,7%	22,6%	56,0%	10,7%	1,6%	1,0%	0,1%	1,3%	21 071	8 817	29 888
	6	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	1,6%	11,4%	17,4%	64,2%	1,5%	0,8%	0,1%	1,6%	10 712	8 029	18 741
	7	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	5,4%	20,8%	22,7%	12,7%	16,2%	14,1%	1,8%	6,0%	1 415	613	2 028
	8	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%	2,7%	9,0%	17,6%	11,5%	15,0%	28,0%	7,0%	9,1%	1 116	677	1 793
	9	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,6%	8,5%	10,6%	5,3%	30,2%	30,2%	12,7%	189	130	319
	P	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	3,8%	70,7%	2,0%	0,2%	0,0%	22,8%	499	964	1 463
Total	4,1%	8,1%	11,8%	14,3%	25,2%	19,6%	9,9%	5,0%	0,7%	0,6%	0,1%	0,5%	234 253	44 470	278 723	

Sur la diagonale, figure pour chaque cote la proportion d'entreprises dont la cote est inchangée entre début et fin d'année. **Globalement 60,2% des entreprises ont la même cote au 01/01/13 et au 31/12/13.**

Les études réalisées à partir de Fiben

STAT INFO

Les défaillances d'entreprises France Juillet 2014

BANQUE DE FRANCE
EUROSISTÈME
Le 10 septembre 2014

À fin juin, le nombre de...

- À fin juin, le cumul sur rapport aux douze mois...
- À fin juillet et selon les d...
- On constate un certain évolutions corrigées de précédents montre un t...

Les défaillances augmentent

- La progression du nombre de restaurations (environ +... que dans les activités c...

Près de 9 défaillances sur...

- Les défaillances concernent entreprises, le nombre ETI et les grandes entr...

Les encours de crédits déclarés au Service Central graphiques 3 et 4).

Pour en savoir plus : les don...

> [Créations d'entri...](#)

A - Les défaillances

Défaillances en nombre d'unités lé...

Secteur d'activité	juin
Agriculture, sylviculture et pêche (A2)	4
Industrie (BE)	4
Construction (F2)	11
Commerce ; réparation automobile (G)	10
Transports et entreposage (H)	1
Hébergement et restauration (I)	1
Information et communication (J2)	1
Activités financières et d'assurance (K2)	1
Activités immobilières (L2)	1
Soutien aux entreprises (MN)	1
Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages (P à S)	1
Ensemble*	61

Source : Banque de France - Base Fiben.
Calcul : Banque de France - Direction des
* Cumul des douze derniers mois comparé à
* Cumul des trois derniers mois comparé à
* La ligne « Ensemble » compo...

Méthodologie disponible à l'adresse :
<http://www.banque-france.fr/encours>

STAT INFO

Crédits aux sociétés non financières Août 2014

BANQUE DE FRANCE
EUROSISTÈME
Le 1^{er} Octobre 2014

Légère accélération du crédit aux sociétés non financières

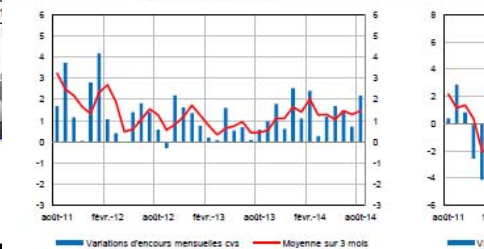
- La croissance du crédit aux sociétés non financières s'accroît légèrement.
- La hausse est portée essentiellement par l'investissement (+3,4 % après 2,72 % après 2,75 %) que pour ceux d'un montant supérieur à 1 million.
- Le taux d'intérêt moyen des crédits nouveaux baisse légèrement tant (2,72 % après 2,75 %) que pour ceux d'un montant supérieur à 1 million.
- L'augmentation de la production de crédits nouveaux (cvs) pour le trimestre est marquée (9,3 milliards d'euros après 8,3 milliards d'euros) que celle d'encours (5,7 milliards d'euros après 5,5 milliards d'euros).

Encours et taux de croissance annuel (données en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel
Total	825	3,4
Investissement	574	3,4
Trésorerie	172	2,7
Autres	79	2,7

Variations d'encours mensuelles de crédits à l'investissement (données cvs *)

(En milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs des autres crédits aux SNF ont été répartis entre inv...

STAT INFO

Le financement des PME en France Juillet 2014

BANQUE DE FRANCE
EUROSISTÈME
Le 19 septembre 2014

Publication trimestrielle

AVERTISSEMENT : La classification des encours de crédit aux PME tient compte de la définition d'entreprise et des critères de tailles définis par le décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME).

FASCICULE DE RÉSULTATS SECTORIELS

Chaque fascicule présente les résultats d'un ensemble d'unités légales soumises à l'impôt sur les sociétés, agrégées en fonction de l'activité principale au niveau des sections et divisions de la nomenclature d'activités française NAF rév.2 2008.

L'unité statistique est l'unité légale identifiée par un numéro SIREN[®] ; elle est néanmoins par souci de simplification désignée sous le terme « entreprise ».

Une entreprise est retenue uniquement si elle a remis deux bilans consécutifs dans le Fichier des entreprises de la Banque de France (FIBEN), que la durée des exercices soit ou non égale à 12 mois (dans ce cas, le montant des opérations est ramené à un an pour le calcul des ratios).

Les fascicules diffusés respectent les conditions suivantes :

- minimum de 100 entreprises ;
- taux de couverture en effectifs au moins égal à 25% par rapport à l'exhaustif INSEE ;
- pas plus de 80% de la valeur ajoutée réalisée par une seule entreprise.

Chacun comporte la distribution en quartiles :

- des caractéristiques des entreprises du secteur : nombre, effectif, valeur ajoutée, statut (indépendante ou non) ;
- de trente ratios regroupés par thème, pour chaque ratio et pour chacune des années sous revue. Les ratios ne sont pas calculés pour les dénominateurs inférieurs ou égaux à zéro ou indisponibles. Par conséquent, malgré le cylindrage, le nombre d'entreprises varie entre deux ratios et une même année, et entre deux années et un même ratio.

Les charges de personnel intérimaire sont intégrées dans les charges de personnel (ce qui n'était pas le cas pour les fascicules présentant les résultats de 2009).

NB - Les quartiles partagent la distribution en quatre parties comportant chacune 25 % de valeurs individuelles observées :

- 25 % des entreprises ont un ratio inférieur au quartile inférieur Q1,
- 50 % des entreprises ont un ratio inférieur au quartile médian Q2 (ou médiane),
- 25 % des entreprises ont un ratio supérieur au dernier quartile Q3.

« Aucune représentation ou reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L122-5, 2° et 3°a) du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 du dit code. © Banque de France 2010. »

nouveau une baisse (15 points de base entre entreprises de moins de trois ans ainsi qu'aux nt 29 et 23 points de base).

te de 2,0 % sur un an. La part des crédits 3++ à 4+) enregistre un faible repli, à 28,8 %

s 12 derniers mois (+ 1,1 % en glissement des variations saisonnières, le cumul des 3 cul de 2 %.

ciation du risque lié aux PME

ir plus

crédits mobilisables, part non consommée mais disponible des montant supérieur à 25k€, hors crédits aux PME dont l'activité nent éroné dans la catégorie des PME.

[ques/financement-des-pme-methodo.pdf](#)

La base européenne BACH



Bienvenue sur le site BACH

Base de données européenne contenant des informations agrégées sur les entreprises non financières.

▼ **Se connecter** [English Version]

Identifiant

Mot de passe

Mot de passe oublié ?

Valider

Vous n'avez pas de login, vous devez effectuer une demande d'inscription avant de pouvoir vous connecter au site BACH.

S'inscrire (gratuit)

Pour en savoir plus sur BACH : [\(Brochure\)](#)

- * [Aperçu des données 2012](#)
- * [Guide utilisateur](#)
- * [Newsletter](#)
- * [Outlook #1 – SMEs in European countries](#)
- * [Liste des études basées sur BACH](#)

Données disponibles :

Données jusqu'en 2012 (2012 inclus) : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Pologne, Portugal, République tchèque et Slovaquie

Prochains pays à rejoindre BACH: Luxembourg et Roumanie

"The BACH database is the most reliable source of available data containing balance sheet and profit and loss data for European companies" European Banking Authority, 2012, in "Assessment of SME proposal for CRD IV/CRR"

La base européenne ERICA (IFRS)

European non-financial listed groups: analysis of 2012 data

III WG on IFRS impact and CBSO databases
European Committee of Central Balance Sheet Data Offices (ECCBSO)

February 2014